Gazzetta Ufficiale
DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1907 — **ROMA — Venerdì, 2 agosto** — **Numero 183.**

DIREZIONE in Via Larga nel Palazzo Baleani

Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi

AMMINISTRAZIONE in Via Larga nel Palazzo Baleani

Abbonamenti

	anno	semestre	trimestre
In Roma, presso l'Amministrazione:	L. [illegible]	L. 17	L. 9
» a domicilio e nel Regno:	» 3[illegible]	» 19	» 10
Per gli Stati dell'Unione postale	» 80	» 41	» 22

Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali.

*Gli abbonamenti si prendono presso l'*Amministrazione e gli *Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni* mese.

Inserzioni

Atti giudiziari . . . . L. 0.25 } per ogni linea o spazio di linea.
Altri annunzi . . . . » 0.30 }

Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta*.

Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

Un numero separato in Roma cent. **10** *- nel Regno cent.* **15** *— arretrato in Roma cent* **20** *— nel Regno cent* **30** *— all'Estero cent.* **35**
Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo si aumenta proporzionatamente.

SOMMARIO

Parte Ufficiale

LEGGI E DECRETI

Il numero* 545 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello statuto fondamentale del Regno;
Visto il R. decreto 23 settembre 1865, n. 2514;
Udito il Consiglio dei ministri;
Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto coi ministri segretari di Stato per la guerra e per la marina;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione internazionale per il miglioramento della sorte dei malati e feriti in guerra, conchiusa fra l'Italia e diversi Stati, firmata a Ginevra il 6 luglio 1906, e le cui ratifiche furono depositate a Berna il 9 marzo 1907.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 16 giugno 1907.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.
TITTONI.
MIRABELLO.
VIGANÒ.

Visto, *Il guardasigilli:* ORLANDO

Convention pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse; Son Excellence le Président de la République Argentine; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie; Son Excellence le Président de la Républblique du Chili; Sa Majesté l'Empereur de Chine; Sa Majesté le Roi des Belges, Souverain de l'Etat indépendant du Congo; Sa Majesté l'Empereur de Corée; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne; le Président des Etats-Unis d'Amérique; le Président des Etats-Unis du Brésil; le Président des Etats-Unis

Mexicains; le Président de la République Française; Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes; Sa Majesté le Roi des Hellènes; le Président de la République de Guatémala; le Président de la République de Honduras; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau; Son Altesse Royale le Prince de Monténégro; Sa Majesté le Roi de Norvège; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; le Président de la République du Pérou; Sa Majesté Impériale le Schah de Perse; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc.; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Serbie; Sa Majesté le Roi de Siam; Sa Majesté le Roi de Suède; le Conseil Fédéral Suisse; le Président de la République Oriental de l'Uruguay;

Egalement animés du désir de diminuer, autant qu'il dépend d'eux, les maux inséparables de la guerre et voulant, dans ce but, perfectionner et compléter les dispositions convenues à Genève, le 22 août 1864, pour l'amélioration du sort des militaires blessés ou malades dans les armées en campagne;

Ont résolu de conclure une nouvelle Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

Son Exc. M. le chambellan et conseiller intime actuel A. de Bülow, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiare à Berne,

M. le général de brigade baron de Manteuffel,

M. le médecin-inspecteur, médecin général Dr Villaret (avec rang de général de brigade),

M. le Dr Zorn, Conseiller intime de justice, Professeur ordinaire de droit à l'Université de Bonn, syndic de la Couronne;

Son Excellence le Président de la République Argentine:

Son Exc. M. Enrique B. Moreno, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne,

M. Molina Salas, Consul général en Suisse;

Sa Majesté l'Empereur d'Austriche, Roi de Bohéme, etc., et Roi Apostolique de Hongrie:

Son Exc. M. le baron Heidler de Egeregg et Syrgenstein, Conseiller intime actuel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne;

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. le colonel d'état-major comte de T'Serclaes, Chef d'état-major de la 4me circonscription militaire;

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie:

M. le Dr Marin Rousseff, directeur du service sanitaire;

M. le capitaine d'état-major Boris Sirmanoff;

Son Excellence le Président de la République du Chili:

M. Augustin Edwards, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire;

Sa Majesté l'Empereur de Chine:

Son Exc. M. Lou Tseng Tsiang, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à La Haye;

Sa Majesté le Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo:

M. le colonel d'état-major comte de T'Serclaes, Chef d'état-major de la 4me circonscription militaire de Belgique;

Sa Majesté l'Empereur de Corée:

Son Exc. M. Kato Tsunetada, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Japon à Bruxelles;

Sa Majesté le Roi de Danemark:

M. Laub, Médecin général, Chef du corps des médecins de l'armée;

Sa Majesté le Roi d'Espagne:

Son Exc. M. Silverio de Baguer y Corsi, comte de Baguer, Ministre résident;

Le Président des Etats-Unis d'Amérique:

M. William Cary Sanger, ancien Sous-secrétaire de la guerre des Etats-Unis d'Amérique,

M. le contre-amiral Charles-S. Sperry, Président de l'école de guerre navale,

M. le général de bridade George-B. Davis, Avocat général de l'armée,

M. le général de brigade Robert-M. O'Reilly, médecin général de l'armée;

Le Président des Etats-Unis du Brésil:

M. le Dr Carlos Lemgruber-Kropf, Chargé d'affaires à Berne,

M. le colonel du génie Roberto Trompowski Leitao d'Almeida, Attaché militaire à la légation du Brésil à Berne;

Le Président des Etats-Unis Mexicains:

M. le général de brigade José Maria Pérez;

Le Président de la République Française:

Son Exc. M. Révoil, Ambassadeur à Berne,

M. Louis Renault, Membre de l'Institut de France, Ministre plénipotentiaire, Jurisconsulte du ministère des affaires étrangères, Professeur à la faculté de droit de Paris,

M. le colonel breveté d'artillerie de réserve Olivier,

M. le médicin principal de 2me classe Pauzat;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes:

M. le major général sir John Charles Ardagh, K.C.M.G., K.C.I.E., C.B.,

M. le professeur Thomas Erskine Holland, K.C., D.C.L.,

Sir John Furle[illegible] C.

M. le lieutenant [illegible] l William Grant Macpherson, C.M.G., R.A.M.C.;

Sa Majesté le Roi des Hellènes:

M. Michel Kebedgy, Professeur de droit international à l'Université de Berne;

Le Président de la République de Guatémala:

M. Manuel Arroyo, Chargé d'affaires à Paris,

M. Henri Wiswald, Consul général à Berne, en résidence à Genève;

Le Président de la République de Honduras:

M. Oscar Hoe[illegible]n, Consul général à Berne;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

M. le marquis Roger Maurigi di Castel Maurigi, Colonel dans Son armée, grand officier de Son ordre royal des SS. Maurice et Lazare,

M. le major-général médicin Giovanni Randone, inspecteur sanitaire militaire, commandeur de Son ordre royal de la Couronne d'Italie;

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

Son Exc. Kato Tsunetada, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles;

Son Altesse Royale le Gran-Duc de Luxembourg, duc de Nassau:

M. le colonel d'état-major compte de T'Serclaes, Chef d'état-major de la 4me circonscription militaire de Belgique;

Son Altesse Royale le Prince de Monténégro:

M. E. Odier, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse en Russie,

M. le colonel Mürset, Médecin en chef de l'armée fédérale suisse;

Sa Majesté le Roi de Norvège:

M. le capitaine Daae, du corps sanitaire de l'armée norvégienne;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. le lieutenant-général en retraite Jonkheer J. C. C. den Beer Poortugael, Membre du Conseil d'Etat,

M. le colonnel A. A. J. Quanjer, Officier de santé en chef de 1re classe;

Le Président de la République du Pérou:

M. Gustavo de la Fuente, Premier Secrétaire de la légation du Pérou à Paris;

Sa Majesté Impériale le Schah de Perse:

Son Exc. M. Samad Khan Momtaz-os-Saltaneh, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc :

Son Exc. M. Alberto d'Oliveira, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne,

M. José Nicolau Raposo-Botelho, Colonel d'infanterie, ancien député, directeur du Royal collège militaire à Lisbonne;

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. le Dr Sache Stephanesco, Colonel de réserve;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies:

Son Exc. M. le conseiller privé de Martens, Membre permanent du Conseil du ministère des affaires étrangères de Russie;

Sa Majesté le Roi de Serbie:

M. Milan St. Markovitch, Secrétaire général du Ministère de la justice,

M. le colonel Dr. Sondermayer, Chef de la division sanitaire au ministère de la guerre;

Sa Majesté le Roi de Siam:

M. le prince Charoon, Chargé d'affaires à Paris,

M. Corragioni d'Orelli, Conseiller de légation à Paris;

Sa Majesté le Roi de Suède :

M. Sörensen, Médecin en chef de la 2me division de l'armée;

Le Conseil Fédéral Suisse:

M. Odier, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Russie,

M. le colonel Mürset, Médecin en chef de l'armée fédérale;

Le Président de la République Orientale de l'Uruguay:

M. Alexandre Herosa, Chargé d'affaire à Paris.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I.

Des blessés et malades.

Art. 1.

Les militaires et les autres personnes officiellement attachées aux armées, qui seront blessés ou malades, devront être respectés et soignés, sans distinction de nationalité, par le belligérant qui les aura en son pouvoir.

Toutefois, le belligérant, obligé d'abandonner des malades ou des blessés à son adversaire, laissera avec eux, autant que les circostances militaires le permettront, une partie de son personnel et de son matériel sanitaire pour contribuer à les soigner.

Art. 2.

Sous réserve des soins à leur fournir en vertu de l'article précédent, les blessés ou malades d'une armée tombés au pouvoir de l'autre belligérant sont prisonniers de guerre et les règles générales du droit des gens concernant les prisonniers leur sont applicables.

Cependant, les belligérants restent libres de stipuler entre eux, à l'égard des prisonniers blessés ou malades, telles clauses d'exception ou de faveur qu'ils jugeront utiles; ils auront, notamment, la faculté de convenir:

de se remettre réciproquement, après un combat, les blessés laissés sur le champe de battaille;

de renvoyer dans leur pays, après les avoir mis en état d'être transportés ou après guérison, les blessés ou malades qu'ils ne voudront pas garder prisonniers;

de remettre à un Etat neutre, du consentement de celui-ci, des blessés ou malades de la partie adverse, à la charge par l'Etat neutre de les interner jusqu'à la fin des hostilités.

Art. 3.

Après chaque combat, l'occupant du champ de bataille prendra des mesures pour rechercher les blessés et pour les faire protéger, ainsi que les morts, contre le pillage et les mauvais traitements.

Il veillera à ce que l'inhumation ou l'incinération des morts soit précédée d'un examen attentif de leurs cadavres.

Art. 4.

Chaque belligérant enverra, dès qu'il sera possible, aux autorités de leur pays ou de leur armée les marques ou pièces militaires d'identité trouvées sur les morts et l'état nominatif des blessés ou malades recueillis par lui.

Les belligérants se tiendront réciproquement au courant des internements et des mutations, ainsi que des entrées dans les hôpitaux et des décès survenus parmi les blessés et malades en leur pouvoir. Ils recueilleront tous les objets d'un usage personnel, valeurs, lettres, etc., qui seront trouvés sur les champs de bataille ou délaissés par les blessés ou malades décédés dans les établissements et formations sanitaires, pour les faire transmettre aux intéressés par les autorités de leur pays.

Art. 5.

L'autorité militaire pourra faire appel au zèle charitable des habitants pour recuillir et soigner, sous son contrôle, des blessés ou malades des armées, en accordant aux personnes ayant répondu à cet appel une protection spéciale et certaines immunités.

CHAPITRE II.

Des formations et établissements sanitaires.

Art. 6.

Les formations sanitaires mobiles (c'est-à-dire celles qui sont destinées à accompagner les armées en campagne) et les établissements fixes du service de santé seront respectés et protégés par les belligérants.

Art. 7.

La protection due aux formations et établissements sanitaires cesse si l'on en use pour commettre des actes nuisibles à l'ennemi.

Art. 8.

Ne sont pas considérés comme étant de nature à priver une formation ou un établissement sanitaire de la protection assurée par l'article 6:

1° le fait que le personnel de la formation ou de l'établissement est armé et qu'il use de ses armes pour sa propre défense ou celle de ses malades et blessés;

2° le fait qu'à défaut d'infirmiers armés, la formation ou l'établissement est gardé par un piquet ou des sentinelles munis d[e] mandat régulier;

3° le fait qu'il est trouvé dans la formation ou l'établis[se]ment des armes et cartouches retirées aux blessés et n'ayant [pas] encore été versées au service compétent.

CHAPITRE III.

Du personnel.

Art. 9.

Le personnel exclusivement affecté à l'enlèvement, au transport et au traitement des blessés et des malades, ainsi qu'à l'administration des formations et établissements sanitaires, les aumôniers attachés aux armées, seront respectés et protégés en toute circonstance; s'ils tombent entre les mains de l'ennemi, ils ne seront pas traités comme prisonniers de guerre.

Ces dispositions s'appliquent au personnel de garde des formations et établissements sanitaires dans le cas prévu à l'article 8, n. 2.

Art 10.

Est assimilé au personnel visé à l'article précédent le personnel des Sociétés de secours volontaires dûment reconnues et au-

torisées par leur Gouvernement, qui sera employé dans les formations et établissements sanitaires des armées, sous la réserve que le dit personnel sera soumis aux lois et règlements militaires.

Chaque Etat doit notifier à l'autre, soit dès le temps de paix, soit à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant tout emploi effectif, les noms des Sociétés qu'il a autorisées à prêter leur concours, sous sa responsabilité, au service sanitaire officiel de ses armées.

Art. 11.

Une Société reconnue d'un pays neutre ne peut prêter le concours de ses personnels et formations sanitaires à un belligérant qu'avec l'assentiment préalable de son propre Gouvernement et l'autorisation du belligérant lui-même.

Le belligérant qui a accepté le secours est tenu, avant tout emploi, d'en faire la notification à son ennemi.

Art. 12.

Les personnes désignées dans les articles 9, 10 et 11 continueront, après qu'elles seront tombées au pouvoir de l'ennemi, à remplir leurs fonctions sous sa direction.

Lorsque leur concours ne sera plus indispensable, elles seront renvoyées à leur armée ou à leur pays dans les délais et suivant l'itinéraire compatibles avec les nécessités militaires.

Elles emporteront, alors, les effets, les instruments, les armes et les chevaux qui sont leur propriété particulière.

Art. 13.

L'ennemi assurera au personnel visé par l'article 9, pendant qu'il sera en son pouvoir, les mêmes allocations et la même solde qu'au personnel des mêmes grades de son armée.

CHAPITRE IV.

Du matériel.

Art. 14.

Les formations sanitaires mobiles conserveront, si elles tombent au pouvoir de l'ennemi, leur matériel, y compris les attelages, quels que soient les moyens de transport et le personnel conducteur.

Toutefois, l'autorité militaire compétente aura la faculté de s'en servir pour les soins des blessés et malades; la restitution du matériel aura lieu dans les conditions prévues pour le personnel sanitaire, et, autant que possible, en même temps.

Art. 15.

Les bâtiments et le matériel des établissements fixes demeurent soumis aux lois de la guerre, mais ne pourront être détournés de leur emploi, tant qu'ils seront nécessaires aux blessés et aux malades.

Toutefois, les commandants des troupes d'opérations pourront en disposer, en cas de nécessités militaires importantes, en assurant au préalable le sort des blessés et malades qui s'y trouvent.

Art. 16.

Le matériel des Sociétés de secours, admises au bénéfice de la Convention conformément aux conditions déterminées par celle-ci, est considéré comme propriété privée et, comme tel, respecté en toute circonstance, sauf le droit de réquisition reconnu aux belligérants selon les lois et usages de la guerre.

CHAPITRE V.

Des convois d'évacuation.

Art. 17.

Les convois d'évacuation seront traités comme les formations sanitaires mobiles, sauf les dispositions spéciales suivantes:

1. le belligérant interceptant un convoi pourra, si les nécessités militaires l'exigent, le disloquer en se chargeant des malades et blessés qu'il contient;

2° dans ce cas, l'obligation de renvoyer le personnel sanitaire, prévue à l'article 12, sera étendue à tout le personnel militaire préposé au transport ou à la garde du convoi et muni à cet effet d'un mandat régulier.

L'obligation de rendre le matériel sanitaire, prévue à l'article 14, s'appliquera aux trains de chemins de fer et bateaux de la navigation intérieure spécialement organisés pour les évacuations, ainsi qu'au matériel d'aménagement des voitures, trains et bateaux ordinaires appartenant au service de santé.

Les voitures militaires, autres que celles du service de santé, pourront être capturées avec leurs attelages.

Le personnel civil et les divers moyens de transport provenant de la réquisition, y compris le matériel de chemin de fer et les bateaux utilisés pour les convois, seront soumis aux règles générales du droit des gens.

CHAPITRE VI.

Du signe distinctif.

Art. 18.

Par hommage pour la Suisse, le signe héraldique de la croix rouge sur fond blanc, formé par interversion des couleurs fédérales, est maintenu comme emblème et signe distinctif du service sanitaire des armées.

Art. 19.

Cet emblème figure sur les drapeaux, les brassards, ainsi que sur tout le matériel se rattachant au service sanitaire, avec la permission de l'autorité militaire compétente.

Art. 20.

Le personnel protégé en vertu des articles 9, alinéa 1^er^, 10 et 11 porte, fixé au bras gauche, un brassard avec croix rouge sur fond blanc, délivré et timbré par l'autorité militaire compétente, accompagné d'un certificat d'identité pour les personnes rattachés au service de santé des armées et qui n'auraient pas d'uniforme militaire.

Art. 21.

Le drapeau distinctif de la Convention ne peut être arboré que sur les formations et établissements sanitaires qu'elle ordonne de respecter et avec le consentement de l'autorité militaire. Il devra être accompagné du drapeau national du belligerant dont relève la formation ou l'établissement.

Toutefois, les formations sanitaire tombées au pouvoir de l'ennemi n'arboreront pas d'autre drapeau que celui de la Croix-Rouge, aussi longtemps qu'elles se trouveront dans cette situation.

Art. 22.

Les formations sanitaires des pays neutres qui, dans les conditions prévues par l'article 11, auraient été autorisées à fournir leurs services, doivent arborer, avec le drapeau de la Convention, le drapeau national du belligérant dont elles relèvent.

Les dispositions du deuxième alinéa de l'artiele précédent leur sont applicables.

Art. 23.

L'emblème de la croix rouge sur fond blanc et les mots *Croix-Rouge* ou *Croix de Genève* ne pourront être employés, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, que pour protéger ou désigner les formations et établissements sanitaires, le personnel et le matériel protégés par la Convention.

CHAPITRE VII.

De l'application et de l'exécution de la Convention.

Art. 24.

Les dispositions de la présente Convention ne sont obligatoires

que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles. Ces dispositions cesseront d'être obligatoires du moment où l'une des Puissances belligérantes ne serait pas signataire de la Convention.

Art. 25.

Les commandants en chef des armées belligérantes auront à pourvoir aux détails d'exécution des articles précédents, ainsi qu'aux cas non prévus, d'après les instructions de leurs Gouvernements respectifs et conformément aux principes généraux de la présente Convention.

Art. 26.

Les gouvernements signataires prendront les mesures nécessaires pour instruire leurs troupes, et spécialement le personnel protégé, des dispositions de la présente Convention et pour les porter à la connaissance des populations.

CHAPITRE VIII.

De la répression des abus et des infractions.

Art. 27.

Les Gouvernements signataires, dont la législation ne serai pas dès à présent suffisante, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures les mesures nécessaires pour empêcher en tout temps l'emploi, par des particuliers ou par des sociétés autres que celles y ayant droit en vertu de la présente Convention, de l'emblème ou de la dénomination de *Croix-Rouge* ou *Croix de Genève*, notamment, dans un but commercial, par le moyen de marques de fabrique ou de commerce.

L'interdiction de l'emploi de l'emblème ou de la dénomination dont il s'agit produira son effet à partir de l'époque déterminée par chaque législation et, au plus tard, cinq ans après la mise en vigueur de la présente Convention. Dès cette mise en vigueur, il ne sera plus licite de prendre une marque de fabrique ou de commerce contraire à l'interdiction.

Art. 28.

Les Gouvernements signataires s'engagent également à prendre ou à proposer à leurs législatures, en cas d'insuffisance de leurs lois pénales militaires, les mesures nécessaires pour réprimer, en temps de guerre, les actes individuels de pillage et de mauvais traitements envers des blessés et malades des armées, ainsi que pour punir, comme usurpation d'insignes militaires, l'usage abusif du drapeau et du brassard de la Croix-Rouge par des militaires ou des particuliers non protégés par la présente Convention.

Ils se communiqueront, par l'intermédiaire du Conseil fédéral suisse, les dispositions relatives à cette répression, au plus tard dans les cinq ans de la ratification de la présente Convention.

Dispositions générales.

Art. 29.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que possible.

Les ratifications seront déposées à Berne.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Art. 30.

La présente Convention entrera en viguer pour chaque Puissance six mois après la date du dépôt de sa ratification.

Art. 31.

La présente Convention, dûment ratifiée, remplacera la Convenvention du 22 août 1864 dans les rapports entre les Etats contractants.

La Convention de 1864 reste en vigueur dans les rapports entre les Parties qui l'ont signée et qui ne ratifieraient pas également la présente Convention,

Art. 32.

La présente Convention pourra, jusqu'au 31 décembre prochain, être signée par les Puissances représentées à la Conférence qui s'est ouverte à Genève le 11 juin 1906, ainsi que par les Puissances non représentées à cette Conférence qui ont signé la Convention de 1864.

Celles de ces Puissances qui, au 31 décembre 1906, n'auront pas signé la présente Convention, resteront libres d'y adhérer par la suite. Elles auront à faire connaître leur adhésion au moyen d'une notification écrite adressée au Conseil fédéral suisse et communiquée par celui-ci à toutes les Puissances contractantes.

Les autres Puissances pourront demander à adhérer dans la même forme, mais leur demande ne produira effet que si, dans le délai d'un an à partir de la notification au Conseil fédéral, celui-ci n'a reçu d'opposition de la part d'aucune des Puissances contractantes.

Art. 33.

Chacune des Parties contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention. Cette dénonciation ne produira ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Conseil fédéral suisse; celui-ci communiquera immédiatement la notification à toutes les autres Parties contractantes.

Cette dénonciation ne vaudra qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Genève, le six juillet mil neuf cent six, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives de la Confédération suisse, et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne:
v. Bülow
Frhr. v. Manteuffel
Villaret
Zorn

Pour la République Argentine:
Enrique B. Moreno
Fran.co Molina Salas

Pour l'Autriche-Hongrie:
Frhr. v. Heidler (ad referendum)

Pour la Belgique:
Cte J. de T'Serclaes

Pour la Bulgarie:
Dr Rousseff
Capitaine Sirmanoff

Pour le Chili:
Augustin Edwards

Pour la Chine:
Loutsengtsiang

Pour le Congo:
Cte J. de T'Serclaes

Pour la Corée:
Kato Tsunetada

Pour le Danemark:
H. Laub

Pour l'Espagne:
Cte Silverio de Baguer

Pour les Etats-Unis d'Amérique:
Wm. Cary Sanger
C. S Sperry
Geo. B. Davis
R. M. O'reilly

Pour les Etates-Unis du Brésil:
C. Lemgruber-Kropf
Cel Roberto Trompowski Leitão d'Almeida

Pour les Etats-Unis Mexicains:
José M. Pèrez (ad referendum)

Pour la France:
Révoil
L. Renault
S. Olivier
E. Pauzat

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande, (avec réserve des art. 23, 27, 28):
John C. Ardargh
T. E. Holland
John Furley
Wm. Grant Macpherson

Pour la Grèce:
Michel Kebedgy

Pour le Guatémala:
Manuel Arroyo
H. Wiswald

Pour le Honduras:
Oscar Hoepfl

Pour l'Italie:
Maurigi
Randone

Pour le Japon:
Kato Tsunetada

Pour le Luxembourg:
Cte de T'Serclaes

Pour le Monténégro:
E. Odier
Colonel Mürset

Pour la Norvège:
Hans Daae

Pour les Pays-Bas:
den Beer Poortugael
Quanjee

Pour le Pérou:
Gustavo de la Fuente

Pour la Perse: (Sous réserve de l'article dix-huit)
Momtaz-os-Saltaneh M. Samad Khan

Pour le Portugal:
Alberto d'Oliveira
José Nicolau Raposo-Botelho

Pour la Roumanie:
Dr Sache Stephanesco

Pour la Russie:
Martens

Pour la Serbie:
Milan St. Markovitch
Dr Roman Sondermayer

Pour le Siam:
Charoon
Corragioni d'Orelli

Pour la Suède:
Olof Sörensen

Pour la Suisse:
E. Odier
Colonel Mürset

Pour l'Uruguay:
A. Herosa

PROTOCOLE FINAL de la Conférence de revision de la Convention de Genève.

La Conférence convoquée par le Conseil fédéral suisse, en vue de la revision de la Convention internationale, du 22 août 1894, pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne, s'est réunie à Genève le 11 juin 1906. Les Puissances dont l'énumération suit ont pris part à la Conférence, pour laquelle elles avaient désigné les délégués nommés ci-après:

Allemagne: Son Exc. M. le chambellan et conseiller intime actuel A. de Bülow, envoyé extraordinaire et ministre plenipotentiaire à Berne — M. le général de brigade baron de Manteuffel — M. le médecin-inspecteur, médecin général Dr Villaret (avec rang de général de brigade) — M. le Dr Zorn, conseiller intime de justice, professeur ordinaire de droit à l'Université de Bonn, syndic de la Couronne.

République Argentine: Son Exc. M. Enrique B. Moreno, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berne — M. Molina Salas, consul général en Suisse.

Autriche-Hongrie: Son Exc. M. le baron Heidler de Egeregg et Syrgenstein, conseiller intime actuel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berne — M. le chevalier Joseph d'Uriel, médecin en chef de l'armée impériale et royale austro-hongroise, chef du corps des officiers sanitaires et chef du 14me département du ministère I. et R. de la guerre — M. Arthur Edler de Mecenseffy, lieutenant-colonel du corps de l'état-major général — M. le Dr Alfred Schücking, médecin lieutenant-colonel, médecin en chef de la garnison de Salzbourg.

Belgique: M. le colonel d'état-major comte de T'Serclaes, chef d'état-major de la 4me circonscription militaire — M. le Dr A. Deltenre, médecin de régiment aux carabiniers.

Bulgarie: M. le Dr Marin Rousseff, directeur du service sanitaire — M. le capitaine d'état-major Boris Sirmanoff.

Chili: M. Agustin Edwards, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire — M. Charles Ackermann, consul du Chili à Genève.

Chine: Son Exc. M. Lou Tseng Tsiang, envoyé extraordinarie et ministre plénipotentiaire à La Haye — M. Ou Wen Tai, secrétaire de légation à La Haye — M. Yo Tsao Yeu, secrétaire de la mission spéciale de Chine en Europe.

Congo: M. le colonel d'état-major comte de T'Serclaes, chef d'état-major de la 4me circonscription militaire de Belgique — M. le Dr A. Deltenre, médecin de régiment aux carabiniers de Belgique.

Corée: Son Exc. M. Kato Tsunetada, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Japon à Bruxelles — M. Motojiro Akashi, colonel d'infanterie — M. le Dr en médecine Eijiro Haga, médecin principal de 1ere classe (avec rang de colonel) — M. le prince Saneteru Itchijo, capitaine de frégate (rang de lieutenant-colonel) — M. le Dr en droit Masanosuke Akiyama, conseiller au ministère de la guerre du Japon.

Danemark: M. Laub, médecin général, chef du corps des médecins de l'armée.

Espagne: Son Exc. M. Silverio de Baguer y Corsi, comte de Baguer, ministre résident — Don José Jofre Montoio, colonel d'état-major, aide de camp du ministère de la guerre — Don Joaquin Cortès Bayona, sous-inspecteur de 1ere classe du corps sanitaire militaire.

Etats-Unis d'Amérique: M. William Cary Sanger, ancien sous-secrétaire de la guerre des Etats-Unis d'Amérique — M. le contreamiral Charles S. Sperry, président de l'école de guerre navale — M. le général de brigade George B. Davis, avocat général de l'armée — M. le général de brigade Robert M. O'Reilly, médecin général de l'armée.

Etats-Unis du Brésil: M. le Dr Carlos Lemgruber-Kropf, chargé d'affaire à Berne — M. le colonel du génie Roberto Trompowski Leitao d'Almeida, attaché militaire à la légation des Etats-Unis du Brésil à Berne.

Etats-Unis Mexicains: M. le général de brigade José Maria Pérez.

France: Son Exc. M. Révoil, ambassadeur à Berne — M. Louis Renault, membre de l'Institut de France, ministre plénipotentiaire, jurisconsulte du ministère des affaires étrangères, professeur à la faculté de droit de Paris — M. le colonel breveté d'artillerie de réserve Olivier — M. le médecin principal de 2me classe Pauzat.

Grande-Bretagne et Irlande: M. le major général sir John Charles Ardagh, K.C.M.G., K.C.I.E., C.B. — M. le professeur Thomas Erskine Holland, K.C., D.C.L. — Sir John Furley, C.B. — M. le lieutenant-colonel William Grant Macpherson, C.M.G., R.A.M.C.

Grèce: M. Michel Kebedgy, professeur de droit international à l'Université de Berne.

Guatémala: M. Manuel Arroyo, chargé d'affaires à Paris — M. Henri Wiswald, consul général à Berne, en résidence à Genève.

Honduras: M. Oscar Hœpfl, consul général à Berne.

Italie: M. le marquis Roger Maurigi di Castel Maurigi, colonel, grand officier de l'ordre royal des SS. Maurice et Lazare — M. le major-général médecin Giovanni Randone, inspecteur sanitaire militaire, commandeur de l'ordre royal de la Couronne d'Italie.

Japon: Son Exc. M. Kato Tsunetada, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Bruxelles — M. Motojiro Akashi, colonel d'infanterie — M. le Dr en médecine Eijiro Haga, médecin principal de 1ere classe (avec rang de colonel) — M. le prince Saneteru Itchijo, capitaine de frégate (rang de lieutenant-colonel) — M. le Dr en droit Masanosuke Akiyama, conseiller au Ministère de la guerre.

Luxembourg: M. le colonel d'état-major comte de T'Serclaes, chef d'état-major de la 4me circonscription militaire de Belgique — M. le Dr A. Deltenre, médecin de régiment aux carabiniers de Belgique.

Monténégro: M. E. Odier, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse en Russie — M. le colonel Mürset, médicin en chef de l'armée fédérale suisse.

Nicaragua: M. Oscar Hoepfl, consul général de Honduras à Berne.

Norvège: M. le capitaine Daae, du corps sanitaire de l'armée norvégienne.

Pays-Bas: M. lieutenant-général en retraite Jonkheer J. C. C. den Beer Poortugael, membre du Conseil d'Etat — M. le colonel A. A. J. Quanjer, officier de santé en chef de 1ere classe.

Pérou: M. Gustavo de la Fuente, premier secrétaire de la légation du Pérou à Paris.

Perse: Son Exc. M. Samad Khan Momtaz-os-Saltaneh, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris.

Portugal: Son Exc. M. Alberto d'Oliveira, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire a Berne — M. José Nicolau Raposo-Botelho, colonel d'infanterie, ancien député, directeur du Royal collège militaire à Lisbonne.

Roumanie: M. le Dr Sache Stefanesco, colonel de réserve.

Russie: Son Exc. le conseiller privé de Martens, membre permanent du Conseil du ministère des affaires étrangères de Russie — M. le général major Yermoloff, de l'état-major général de Russie — M. le conseiller d'Etat actuel, Dr en médecine de Hubbenet — M. le conseiller d'Etat de Wreden, professeur agrégé à l'Académie impériale de médecine — M. J. Owtchinnikoff, lieutenant-colonel, professeur de droit international à l'Académie navale de Saint-Pétersbourg — M. A. Goutchkoff, délégué de la Croix-Rouge.

Serbie: M. Milan St. Markovitch, secrétaire général du ministère de la justice — M. le colonel Dr Sondermayer, chef de la division sanitaire au ministère de la guerre.

Siam: Le prince Charoon, chargé d'affaires à Paris — M. Corragioni d'Orelli, conseiller de légation à Paris.

Suède: M. Sörensen, médecin en chef de la 2me division de l'armée.

Suisse: M. Odier, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Russie — M. le colonel Mürset, médecin en chef de l'armée fédérale.

Uruguay: M. Alexandro Herosa, chargé d'affaires à Paris.

Dans une série de réunions tenues du 11 juin au 5 juillet 1906, la Conférence a discuté et arrêté, pour être soumis à la signature des Plénipotentiaires, le texte d'une Convention qui portera la date du 6 juillet 1903.

En outre, et en conformité de l'article 16 de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 29 juillet 1899, qui a reconnu l'arbitrage comme le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques, la Conférence a émis le voeu suivant:

« La Conférence exprime le vœu que, pour arriver à une interprétation et à une application aussi exacte que possible de la Convention de Genève, les Puissances contractantes soumettent à la Cour Permanente de La Haye, si les cas et les circonstances s'y prêtent, les différends qui en temps de paix, s'élèveraient entr'elles relativementl à l'interprétation de ladite Convention ».

Ce voeu a été voté par les Etats suivants:

Allemagne, République Argentine, Autriche-Hongrie, Belgique, Bulgarie, Chili, Chine, Congo, Danemark, Espagne (*ad ref.*), Etats-Unis d'Amérique, Etats-Unis du Brésil, Etats-Unis Mexicains, France, Grèce, Guatémala, Honduras, Italie, Luxembourg, Monténégro, Nicaragua, Norvège, Pays-Bas, Pérou, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suède, Suisse et Uruguay.

Ce voeu a été rejeté par les Etats suivants:

Corée, Grande-Bretagne et Japon.

En foi de quoi, les délégués ont signé le présente protocole.

Fait à Genève le six juillet mil neuf cent six, en un seul exemplaire, qui sera déposé aux archives de la Confédération suisse et dont des copies, certifiées conformes, seront délivrées à toutes les Puissances représentées à la Conférence.

Pour l'Allemagne:
v. Bulow
Frhr. v. Manteuffel
Villaret
Zorn

Pour la République Argentine:
Enrique B. Moreno
Fran.co Molina Sala

Pour l'Autriche-Hongrie:
Baron Heidler-Egeregg, d. pl.
Dr Jos. Titter v Uriel, G., Lieut., délégué adjoint
Arthur von Mencenseffy, Obstl., dél. adj.
Dr Alfred Schücking, O. St. A., Garnisonchefarzt von Salzburg, dél. adj.

Pour la Belgique:
Cte J. de T'Serclaes
Dr A. Deltenre

Pour la Bulgarie:
Dr Rousseff
Capitaine Sirmanoff

Pour le Chili:
Agustin Edwards
Ch. Ackermann

Pour la Chine:
Loutsentsiang
Ou Wentai
Yotsaoyeu

Pour le Congo:
Cte de T' Serclaes
Dr A. Deltenre

Pour la Corée:
Kato Tsunetada
Colonel M. Akashi
Prince Itchijo
M. Akiyama

Pour le Danemark:
H. Laub

Pour l'Espagne (*ad ref.*):
C.te de Baguer
José Jofre Montojo
Joaquin Cortès y Bayona

Pour les Etats-Unis d'Amérique:
V.m Cary Sanger
C. S. Sperry
Geo. B. Davis
R. M. O' Reilly

Pour les Etats-Unis du Brésil:
C. Lemgruber-Kroff
Colonel Loberto Trompowski Leitão d'Almeida

Pour les Etats-Unis Mexicains:
José M. Pèrez

Pour la France:
Révoil
L. Renault
S. Olivier
E. Pauzat

Pour la Grande Bretagne et l'Irlande:
John C. Ardagh
T. E. Holland
John Furley
W. G. Macpherson

Pour la Grèce:
Michel Kebedgy

Pour le Guatemala:
Manuel Arroyo
H. Wiswald

Pour le Honduras:
Oscar Hoepfl

Pour l'Italie:
Maurigi
G. Randone

Pour le Japon:
Kato Tsunetada
Col. M. Akashi
Prince Itchijo
M. Akiyama

Pour le Luxembourg:
Cte J. de T'Serclaes
Dr A. Deltenre

Pour le Monténégro:
E. Odier
Colonel Mürset

Pour le Nicaragua:
Oscar Hœpfl

Pour la Norvège:
Hans Daae

Pour les Pays-Bas:
Den Beer Poortugael
Quanjer

Pour le Pérou:
Gustavo de la Fuente

Pour la Perse:
M. Samad Khan

Pour le Portugal:
Alberto d'Oliveira
José Nicolau Raposo-Botelho

Pour la Roumanie:
Dr Sache Stephanesco

Pour la Russie:
Martens
Yermoloff
V. de Hubbenet
J. Owtchinnikoff

Pour la Serbie:
Milan St. Markovitch
Dr Roman Sondermayer

Pour le Siam:
Charoon
Corragioni d'Orelli

Pour la Suède:
Olof Sörensen

Pour la Suisse:
E. Odier
Colonel Mürset

Pour l'Uruguay:
A. Herosa

La raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene i seguenti RR. decreti:

Sulla proposta del ministro di agricoltura, industria e commercio;

N. CCLXXXVII (Dato a Roma, il 16 giugno 1907), col quale si approva lo statuto organico del Monte di pietà di Norcia.

N. CCLXXXVIII (Dato a Roma, il 16 giugno 1907), col quale si approva lo statuto organico del Monte di pietà di Mineo.

N. CCLXXXIX (Dato a Roma, il 23 giugno 1907), col quale si approva il nuovo statuto organico del Monte di pietà di Montefiascone.

N. CCXC (Dato a Roma, il 7 luglio 1907), col quale si approva il nuovo statuto della Cassa di risparmio di Aquila.

N. CCXCI (Dato a Roma, il 7 luglio 1907), col quale si modifica lo statuto organico della Cassa di risparmio di Fano.

Sulla proposta del ministro dell'interno:

N. CCXCII (Dato a Roma, il 20 giugno 1907), col quale l'asilo infantile « Luigi Braga », in frazione di Ponteterra (Sabbioneta) è eretto in ente morale ed è approvato lo statuto organico relativo.

N. CCXCIII (Dato a Roma, il 30 giugno 1907), col quale l'opera pia « Pavolini » di Pitigliano (Grosseto) è stata parzialmente trasformata nel senso di devolvere a favore di un'erigenda scuola di agricoltura l'annua rendita di L. 2100 attualmente destinata al conferimento di tre posti di studi di agricoltura pratica a vantaggio di tre giovani poveri campagnuoli pitiglianesi.

N. CCXCIV (Dato a Roma, il 30 giugno 1907), col quale sono stati raggruppati sotto un'unica amministrazione autonoma le opere pie « Conservatorio degli orfani » e « Pia casa di lavoro Conversini » di Pistoia (Firenze) e col quale altresì è stato approvato lo statuto organico pel governo dei due enti raggruppati.

Relazione *di S. E. il ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri, a* **S. M. il Re,** *in udienza del 19 luglio 1907, sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di Nardò (Lecce).*

SIRE!

Mentre era in corso un'inchiesta sull'andamento dell'Amministrazione comunale di Nardò, ventitre consiglieri, su trenta assegnati al Comune, compreso il sindaco, hanno dato le dimissioni, onde occorrerebbe procedere alle elezioni generali ai termini dell'art. 2 della legge 11 febbraio 1904, n. 35.

Ma, poichè dalle indagini eseguite, gravi irregolarità sono risultate non è opportuna l'immediata convocazione dei comizi essendo necessario ed urgente di dare, a mezzo di un commissario straordinario un conveniente assetto ai servizi pubblici completamente disorganizzati.

Per una serie complessa di cause, e principalmente per l'omessa realizzazione di rilevanti restanze attive, quell'azienda si dibatte in un organico disagio economico, e, intanto, i fabbricati di proprietà comunale sono concessi gratuitamente ad enti morali e a persone aderenti all'Amministrazione o dati in fitto a prezzi irrisori; non si estinguono, pur essendovene i mezzi, onerose passività, e si mantengono in bilancio spese facoltative; la cui radiazione era stata ordinata dall'autorità tutoria.

Si è largheggiato oltre misura nell'esecuzione delle opere pubbliche, talune delle quali sono state ordinate per favorire privati interessi e si trascurarono i più importanti servizi. Le vie sono mal tenute, con danno del transito e dell'igiene, e l'illuminazione è deficiente. Notevoli inconvenienti si sono anche verificati nel servizio sanitario, essendosi tollerato che alcuni medici condotti non osservino i loro doveri.

Non minore disordine vi è nell'ufficio comunale. Di tutti gli impiegati, se si eccettuano il segretario e il vice segretario, manca un regolare atto di nomina; alcuni ripetutamente licenziati, sono, di fatto, in servizio, senza che alcuna deliberazione ve li riassuma. Un applicato, da parecchi anni, non attende affatto al suo ufficio, pur percependo lo stipendio. L'ufficio per le tasse, la ragioneria e l'archivio funzionano irregolarmente.

D'altra parte, sarebbero anche inopportune, ora, le elezioni, perchè, a seguito di recenti incidenti, essendo più che mai eccitati gli animi e acuite le competizioni locali, potrebbero avvenire disordini e, ad ogni modo, la lotta non si svolgerebbe obiettivamente, ma sarebbe turbata da ire e dissidi, di carattere personale. Occorre, pertanto, procedere allo scioglimento di quel Consiglio comunale in conformità del parere 12 corrente del Consiglio di Stato, e a ciò provvede lo schema di decreto che mi onoro sottoporre all'augusta firma di Vostra Maestà.

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri;

Visti gli articoli 295 e 296 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato col R. decreto 4 maggio 1898, n. 164;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Nardò, in provincia di Lecce, è sciolto.

Art. 2.

Il signor cav. rag. Giuseppe Riccoboni è nominato commissario straordinario per l'Amministrazione provvisoria di detto Comune fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale ai termini di legge.

Il Nostro ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Racconigi, addì 19 luglio 1907.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

Relazione *di S. E. il ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri, a* **S. M. il Re,** *in udienza del 25 luglio 1907, sul decreto che proroga i poteri del R. commissario straordinario di Cicerale (Salerno).*

SIRE!

Il commissario straordinario del Comune di Cicerale non può esaurire il mandato nel periodo normale della sua gestione.

Egli infatti, avendo sospeso il titolare, deve ora provvedere alla definitiva sistemazione dell'ufficio di segreteria, e compiere inoltre i lavori già iniziati per il riordinamento dell'archivio, per la revisione dei conti, per la compilazione degli inventari, per la riaffittanza dei beni comunali, per la sistemazione delle strade, delle fontane e del cimitero.

Essendo quindi necessario prorogare di tre mesi il termine per la ricostituzione di quel Consiglio comunale, mi onoro sottoporre all'augusta firma di Vostra Maestà lo schema del relativo decreto.

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri;

Veduto il Nostro precedente decreto con cui venne sciolto il Consiglio comunale di Cicerale, in provincia di Salerno;

Veduta la legge comunale e provinciale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Cicerale è prorogato di tre mesi.

Il Nostro ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Racconigi, addì 25 luglio 1907.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

Relazione *di S. E. il ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri, a* **S. M. il Re,** *in udienza del 25 luglio 1907, sul decreto che proroga i poteri del R. commissario straordinario di Lungro (Cosenza).*

SIRE!

Il commissario straordinario del comune di Lungro attende alla

definizione di numerosi e importanti affari che interessano l'azienda, ma perchè la sua gestione possa avere utili effetti il periodo normale non è sufficiente.

Egli deve, infatti, compilare i ruoli per le riscossioni delle tasse, procedere alla realizzazione dei residui e alla reintegrazione dei terreni comunali usurpati, sistemare in nuovi locali il municipio, le scuole e il carcere mandamentale e apprestare gli atti per la costruzione dell'edificio scolastico.

Mi onoro, pertanto, sottoporre all'augusta firma di Vostra Maestà lo schema di decreto che proroga di tre mesi il termine per la ricostituzione di quel Consiglio comunale.

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato, per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri;

Veduto il Nostro precedente decreto con cui venne sciolto il Consiglio comunale di Lungro, in provincia di Cosenza;

Veduta la legge comunale e provinciale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Lungro è prorogato di tre mesi.

Il Nostro ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Racconigi, addì 25 luglio 1907.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

MINISTERO DEL TESORO

IL MINISTRO DEL TESORO

Veduto il R. decreto 13 dicembre 1906, n. 661, che approva il regolamento organico e disciplinare per gli uffici esecutivi del tesoro;

Veduto il decreto Ministeriale 5 aprile 1907, n. 92,689, col quale fu indetto un esame di concorso a 20 posti di volontario nelle delegazioni del tesoro;

Veduto il processo verbale definitivo in data 29 luglio 1907, della Commissione centrale di scrutinio per l'esame anzidetto, istituita con decreto Ministeriale 23 maggio 1907, dal quale risultano designati, per ordine di classificazione di merito, i venti vincitori del concorso;

Determina:

Sono dichiarati vincitori del concorso predetto, nel seguente ordine di classificazione determinato dai punti di merito conseguiti nelle prove scritte ed in quelle orali, ai sensi degli articoli 18 e 19 del precitato decreto Ministeriale 5 aprile 1907, n. 92,689, i signori:

N. d'ordine	Cognome e nome	Media dei punti di esame in ventesimi	Avvertenze
1	Colombo Armando	16.75	
2	Colombo Giuseppe	16	
3	Falqui-Massidda Riccardo	15.66	nato il 12 nov. 1884
4	Pallottino Francesco	15.66	nato il 27 dic. 1885
5	Verole Bozzello Benvenuto	15	
6	Tosi Luigi	14.91	
7	Nebbia Giuseppe	14.58	
8	Chiodi Roberto	14.41	
9	Giusti Amerigo	14.16	
10	De Liguoro Alfredo	14.08	
11	Zincone Augusto	14	nato il 4 maggio 1884
12	Buonvino Giulio	14	nato il 4 dic. 1885
13	Marzo Gabriele	14	nato il 5 nov. 1887
14	Senesi Andrea	13.75	
15	Padula Carlo	13.66	nato il 25 giugno 1884
16	Mari Vittorino	13.66	nato l'8 febbr. 1887
17	Picchi Giulio	13.66	nato il 21 maggio 1887
18	Rossodivita Giuseppe	13.58	
19	Spinelli Angelo	13.41	nato il 16 giugno 1885
20	Turchini Giovanni	13.41	nato il 4 maggio 1888

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, 1° agosto 1907.

Per il ministro
G. FASCE.

MINISTERO DELLE POSTE E DEI TELEGRAFI

(SERVIZIO DEI TELEGRAFI)

AVVISO.

Il giorno 30 corrente, in Badia a Settimo, provincia di Firenze, è stato attivato al servizio pubblico un ufficio telegrafico governativo con orario limitato di giorno.

Roma, 31 luglio 1907.

MINISTERO DEL TESORO

Direzione Generale del Debito Pubblico

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del cons lidato 5 0[0 cioè: n. 1,387,647 d'inscrizione sui registri della Direzione generale per L. 2300 al nome di Zingone *Teresa* fu Francesco nubile, domiciliata in Palermo, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Zingone *Maria Teresa* ecc, come sopra, vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 18 luglio 1907.

Il direttore generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 0[0, cioè: n. 607,165 d'inscrizione sui registri della Direzione generale per L. 125 al nome di Grosso Federico, Giambattista, Concetta ed Eugenio fu Bernardo, minori, sotto l'amministrazione della madre Cassanello Cristina di Angelo, domiciliati a Pietra Ligure (Genova), fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Grosso Federico, Giambattista, Maria-Concessa-Francesco, ed Angelo-Clemente-Eugenio fu Bernardo, ecc., veri proprietari della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 18 luglio 1907.

Il direttore generale
MANCIOLI.

AVVISO PER SMARRIMENTO DI RICEVUTA (3ª *pubblicazione*).

Il signor Bisleri Antonio di Girolamo ha denunziato lo smarrimento della ricevuta n. 72 ordinale, statagli rilasciata dalla succursale della Banca d'Italia di Benevento in data 20 febbraio 1907, in seguito alla presentazione per conversione di due certificati della rendita complessiva di L. 330, consolidato 5 0[0, con decorrenza dal 1° gennaio 1907.

Ai termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati al signor Bisleri Antonio di Girolamo i nuovi titoli provenienti dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, l'8 luglio 1907.

Per il direttore generale
ZULIANI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*)

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 0[0, cioè: n. 977,428 d'inscrizione sui registri della direzione generale per L. 635 ora convertita in quella 3.75 e 3.50 0[0, n. 219,195 di L. 476.25 e L. 444.50 intestata a Castelli *Luisa* fu Domenico, vedova di Giorgio *Pirandello* domiciliata in Palermo, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Castelli *Aloisa* fu Domenico, ved. di *Perannelli* Giorgio, domiciliata in Palermo, vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, l'8 luglio 1907.

Per il direttore generale
ZULIANI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 5 0[0 cioè: n. 1,087,031 d'inscrizione sui registri della Direzione generale per L. 100, al nome di Giordano *Concetta* fu Francesco, nubile, domiciliata a Roma e n. 1,115,570 di L. 350, al nome della stessa Giordano *Concetta*, furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Giordano *Concessa* fu Francesco, nubile, vera proprietaria delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di dette inscrizioni nel modo richiesto.

Roma, l'8 luglio 1907.

Per il direttore generale
ZULIANI.

AVVISO PER SMARRIMENTO DI RICEVUTA (2ª *pubblicazione*).

Il signor Lauria Giovanni fu Lorenzo ha denunziato lo smarrimento delle ricevute n. 772-773 e n. 17 stategli rilasciate dalla succursale della Banca d'Italia di Potenza, in data 4 giugno 1907 in seguito alla presentazione per conversione di 42 cartelle della rendita complessiva di L. 2,775 consolidato 5 0[0, con decorrenza dal 1° gennaio 1907, e 30 cartelle consolidato 4 0[0 di complessive L. 1,332 con decorrenza dal 1° gennaio 1907.

Ai termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati al signor Lauria Giovanni fu Lorenzo, i nuovi titoli provenienti dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, il 18 luglio 1907.

Il direttore generale
MANCIOLI.

AVVISO PER SMARRIMENTO DI RICEVUTA (3ª *pubblicazione*).

Il signor Conti canonico Felice di Pietro, camerlengo della Cattedrale di Civita Castellana, ha denunziato lo smarrimento della ricevuta n. 3791 ordinale, n. 38,842 di protocollo e n. 114,142ª di posizione, stata rilasciata dalla Direzione generale del Debito pubblico in data 3 marzo 1904, in seguito alla presentazione di un certificato della rendita complessiva di L. 25 del prestito pontificio 1860-64 quale ricevuta fu rilasciata al sacerdote Belloni Giuseppe.

Ai termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, sarà consegnato al signor Conti predetto, il nuovo titolo proveniente dall'eseguita operazione senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, l'8 luglio 1907.

Il direttore generale
MANCIOLI.

AVVISO PER SMARRIMENTO DI RICEVUTA (3ª *pubblicazione*).

Il signor Allemandi Costanzo di Giovanni ha denunziato lo smarrimento della ricevuta n. 2458 ordinale, statagli rilasciata dalla succursale della Banca d'Italia di Cuneo, in data 14 giugno 1907, in seguito alla presentazione di tre cartelle della rendita complessiva di L. 25 consolidato 5 0[0, con decorrenza dal 1° gennaio 1907.

A' termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati al signor Allemandi Costanzo di Giovanni i nuovi titoli provenienti dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, l'8 luglio 1907.

Per il direttore generale
ZULIANI.

AVVISO PER SMARRIMENTO DI RICEVUTA (3ª *pubblicazione*).

Il signor Genduso Gaetano fu Alessandro, delegato di pubblica sicurezza, ha denunziato lo smarrimento della ricevuta n. 201 ordinale, statagli rilasciata dalla succursale della Banca d'Italia di Catania, in seguito alla presentazione di un certificato della rendita complessiva di L. 5, consolidato 5 0[0, con decorrenza dal 1° gennaio 1907.

Ai termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, sarà consegnato al signor Genduso Gaetano fu Alessandro il nuovo titolo proveniente dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, l'8 luglio 1907,

Per il direttore generale
ZULIANI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 5 0[0 cioè: n. 884,446 d'inscrizione sui registri della Direzione generale per L. 25 e n. 937,211 di L. 35 a favore di Bava Vincenzo e *Maria* **di Marziano minori, sotto la patria potestà del padre domiciliato in Monteu da Po (Torino) furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Bava Vincenzo e** *Giacinta Maria* di Marzano, minori ecc., vera proprietaria delle rendite stesse.

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 18 luglio 1907.

Il direttore generale
MANCIOLI.

AVVISO PER SMARRIMENTO DI RICEVUTA (3ª *pubblicazione*).

Il signor Brondi Raul di Luigi ha denunziato lo smarrimento della ricevuta n. 156 ordinale, statagli rilasciata dalla succursale della Banca d'Italia di Ferrara, in data 1° marzo 1907, in seguito alla presentazione per conversione di un certificato della rendita di L. 25, consolidato 5 0[0, con decorrenza dal 1° gennaio 1907.

A' termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, sarà consegnato al signor Brondi Raul di Luigi il nuovo titolo proveniente dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, l'8 luglio 1907.

Per il direttore generale
ZULIANI.

Direzione generale del tesoro (*Divisione portafoglio*)

Il prezzo medio del cambio pei certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 2 agosto, in lire 100.00.

AVVERTENZA.

La media del cambio odierno essendo di L. 99.87 e quindi non superiore alla pari, pel rilascio dei certificati dei dazi doganali del giorno 2 agosto occorre il versamento in valuta in ragione di L. 100 per 100.

MINISTERO D'AGRICOLTURA, IND. E COMMERCIO

Ispettorato generale dell'industria e del commercio

Media dei corsi dei consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata d'accordo fra il Ministero d'agricoltura, industria e commercio e il Ministero del tesoro (*Divisione portafoglio*)

1° agosto 1907

CONSOLIDATI	Con godimento in corso	Senza cedola	Al netto degl'interessi maturati a tutt'oggi
3 3/4 % netto	102 01 65	100 13 65	101.68 95
3 1/2 % netto	100.95 31	99 20 31	100.64 88
3 % lordo	69.36 67	68.16 67	68 55 69

CONCORSI

MINISTERO D'AGRICOLTURA, IND. E COMMERCIO

Direzione Generale dell'Agricoltura

AVVISO DI CONCORSO

a sette posti di aiutante di 3ª classe nel R. corpo delle miniere

Art. 1.

È aperto il concorso per esame a sette posti di aiutante di 3ª classe nel R. corpo delle miniere, con l'annuo stipendio di L. 1800 (1).

Art. 2.

Gli aspiranti dovranno far pervenire al Ministero d'agricoltura, industria e commercio, non più tardi del 20 ottobre p. v., le domande, in carta bollata da L. 1.20, corredate dei seguenti documenti:

1° atto di nascita, dal quale risulti che l'aspirante non abbia compiuto il 30° anno di età;

(1) Gli aiutanti del R. corpo delle miniere sono distinti in quattro classi: gli aiutanti di 3ª classe hanno lo stipendio suddetto di L. 1800; quelli di 2ª classe, di L. 2400; quelli di 1ª classe, di L. 3000 e gli aiutanti principali di L. 3500. Questi ultimi, cogli **aumenti sessennali, possono arrivare allo stipendio di L. 4200.**

2° certificato di cittadinanza italiana;

3° certificato di aver adempiuto a quanto prescrivono le leggi sulla leva militare;

4° certificato di buona condotta, di data non anteriore al 1° settembre 1907, rilasciato dal sindaco del Comune di attuale residenza dell'aspirante;

5° certificato d'immunità penale, di data non anteriore al 1° settembre 1907, rilasciato dal tribunale del circondario di origine;

6° certificato di licenza dalle sezioni fisico-matematica o di meccanica e costruzioni di uno degli Istituti tecnici del Regno, o dalle scuole minerarie di Agordo, Caltanissetta, Carrara ed Iglesias.

Art. 3.

Gli aspiranti saranno sottoposti in Roma a visita militare; e non saranno ammessi agli esami quelli fra essi che, in seguito a tale visita, non risulteranno dotati di sana e robusta costituzione fisica, esente da difetti ed adatta ai lavori di campagna.

I posti di aiutante di 3ª classe nel R. corpo delle miniere, che oltre quelli che formano oggetto del presente concorso, risulteranno vacanti entro l'anno 1908, potranno essere conferiti a quelli fra gli aspiranti che negli esami otterranno la idoneità e saranno classificati, in ordine di merito, dopo i vincitori del concorso.

Art. 4.

Gli esami avranno luogo nei giorni 18 novembre p. v. e seguenti, presso il Ministero d'agricoltura, industria e commercio e consisteranno in prove scritte sulla meccanica, la coltivazione delle miniere, la topografia e il disegno, ed in prove orali sulle dette materie, e sulla geometria, la trigonometria, la fisica, la chimica, la mineralogia e la geologia, secondo il seguente programma:

Geometria, trigonometria e topografia.

Geometria. — Relazione tra i lati e gli angoli di un triangolo — Somma degli angoli di qualsivoglia poligono — Comune misura fra due rette — Teorema di Pitagora — Poligoni simili — Teorema di Tolomeo — Aree dei poligoni e del circolo e sue parti — Definizione dei principali solidi geometrici — Misura delle loro aree laterali e del volume.

Trigonometria piana. — Uso delle tavole dei logaritmi — Risoluzione dei triangoli.

Topografia. — Metodi per il rilevamento superficiale e sotterraneo — Descrizione, verificazione ed uso dei principali strumenti topografici, compresa la bussola sospesa — Problemi di topografia sotterranea in relazione ai lavori delle miniere.

Coltivazione delle miniere e meccanica.

Coltivazione delle miniere. — Generalità — Ricerche — Trivellazioni — Processi di abbattimento delle roccie — Consolidamento dei lavori — Metodi di coltivazione dei giacimenti — Trasporti — Estrazione del minerale — Circolazione degli operai nelle miniere — Eduzione delle acque — Ventilazione e illuminazione delle miniere — Accidenti nelle miniere e modi di prevenirli.

Meccanica. — Generalità — Macchine semplici: leva, tornio, carrucola, cuneo, vite — Moto semplice, uniforme e vario — Caduta dei gravi, libera o per piani inclinati — Pendolo — Momento d'inerzia — Resistenze passive — Lavoro e sua misura — Equazione delle forze vive — Organi principali di trasmissione e trasformazione del moto delle macchine — Regolatori — Motori idraulici — Motori a vapore, generatori, apparecchi motori, sistemi più comuni di distribuzione — Macchine per sollevare l'acqua — Ventilatori — Rendimento delle macchine — Dinamometri.

Fisica e chimica.

Fisica. — Generalità — Gravità — Nozioni fondamentali sull'equilibrio e sul movimento dei fluidi (liquidi e aeriformi) — Calore — Luce — Magnetismo — Elettricità — Nozioni generali e principali applicazioni.

Chimica. — Nozioni di chimica generale (leggi che governano le combinazioni chimiche, teoria atomica) — Principali metalloidi e metalli e loro composti più comuni — Principî di analisi qualitativa per via secca e per via umida, e di analisi quantitativa ponderale e volumetrica — Analisi dei combustibili.

Mineralogia e geologia.

Mineralogia. — Principî di cristallografia — Caratteri fisici e chimici dei minerali — Descrizione e riconoscimento dei minerali e delle roccie più comuni.

Geologia. — Stratigrafia terrestre — Caratteri e classificazione cronologica delle principali formazioni geologiche — Carte e sezioni geologiche.

Disegno.

Disegno di macchine — Disegno di topografia.

Roma, addì 26 luglio 1907.

Il ministro
F. COCCO-ORTU.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, IND. E COMMERCIO

Direzione Generale dell'Agricoltura

Concorso al posto di professore (incaricato) di lingua italiana e geografia nella scuola mineraria di Iglesias (Cagliari).

È aperto il concorso, per titoli, al posto di professore (incaricato) di lingua italiana e geografia nella scuola dei capi minatori e periti minerari di Iglesias (provincia di Cagliari), con l'annuo assegno di L. 1200.

Le domande di ammissione di concorso dovranno pervenire al Ministero di agricoltura, industria e commercio non più tardi del 15 settembre p. v., contenere l'indicazione della dimora del concorrente ed essere corredate dei seguenti documenti:

1° atto di nascita dal quale risulti che il concorrente non abbia oltrepassato il 35° anno d'età;

2° attestato di buona condotta, rilasciato dai sindaci dei Comuni ove il concorrente dimorò negli ultimi tre anni;

3° attestato di immunità penale, rilasciato dal tribunale del circondario;

4° attestato di adempimento agli obblighi di leva;

5° titoli ed abilitazione agli insegnamenti sopraddetti e prospetto degli studi fatti, della carriera percorsa e delle occupazioni avute.

I concorrenti possono unire anche tutti quegli altri titoli e le opere a stampa dimostranti la loro coltura e la loro attitudine all'insegnamento.

Dovranno unire una dichiarazione colla quale s'impegnano, qualora ottengano la nomina, a non dare ripetizioni agli allievi della scuola nè ai candidati all'ammissione.

Le domande e documenti saranno conformi alle prescrizioni delle leggi sul bollo e debitamente vidimati.

I documenti 2°, 3° e 4° saranno di data non anteriore al 1° luglio.

Sono dispensati dal presentare i documenti 2°, 3° e 4° i concorrenti che sono attualmente insegnanti in un Istituto governativo.

Roma, 20 luglio 1907.

Il ministro
F. COCCO-ORTU.

2

Parte non Ufficiale

DIARIO ESTERO

In attesa dell'incontro di Swinemünde fra gl'Imperatori di Russia e di Germania, i giornali tedeschi si affrettano a farne notare o l'importanza o l'inutilità politica.

Il *Berliner Tageblat* scrive che si assicura da fonte bene informata che l'incontro di Swinemünde aggiungerà nuova forza alle buone relazioni che da lungo tempo esistono fra i due Monarchi, nel loro desiderio di pace e di tranquillità; ma non v'è la menoma idea di piani od intenzioni che possano toccare gli interessi delle altre potenze.

La riunione dei due Imperatori non è neppure lontanamente diretta contro l'Inghilterra, nè ha lo scopo di staccare la Russia dalla Francia.

Qualsiasi interferenza negli affari interni della Russia è pure fuori questione.

Per la *Kölnische Zeitung*, invece, l'intervista di Swinemünde si spiega facilmente con le relazioni esistenti fra l'imperatore Guglielmo e lo Czar, ciò che non impedisce che la si possa considerare come un attestato del bisogno che prova la Russia di un amichevole accordo con la Germania, senza alcun pregiudizio delle sue relazioni con le altre potenze.

Il giornale si felicita perciò di questa visita, ma ritiene inverosimile che ne possa risultare la conclusione di una convenzione di alta politica. Quanto all'influenza che questa intervista potrebbe avere sulla situazione interna della Russia, bisogna riconoscere, dice il giornale, che la Germania non tende affatto a voler esercitare una influenza su tale terreno, ciò che del resto la Russia non sarebbe disposta a tollerare.

Altri giornali, quali il *Tageblatt* e il *Deutsche Zeitung*, hanno apprezzamenti diversi, ma sono unanimi nel far rilevare che l'incontro non ha lo scopo di staccare la Russia dalla Francia o di menomare le buone relazioni fra la Russia e l'Inghilterra.

Telegrammi da Pietroburgo descrivono gli ultimi preparativi dello Czar per il convegno, e rettificano qualche particolarità di esso data dai giornali tedeschi.

Lo Czar sarà accompagnato, oltre che dal ministro degli esteri, Iswolski, dal ministro della marina Dikow e dal ministro della casa imperiale, Friedericks.

È sicuro che i varii colloqui tra i due Imperatori avverranno a mare, ma a breve distanza dalla spiaggia di Swinemünde. Contrariamente a quanto qualche giornale tedesco ha affermato, i due Sovrani non scenderanno a Swinemünde, che è una piccola stazione di bagni, dove manca assolutamente il necessario per un convegno simile. La voce era corsa per gli apparati di forza che si stanno organizzando nella città, i quali però sono per il passaggio del Kaiser e di Bülow.

*
* *

Non passa giorno senza che le bande greche e bulgare commettano nuovi e più sanguinosi attentati. Anche oggi dobbiamo registrare l'aggressione subìta dal colonnello inglese Elliott a Giuridjo, sulla strada di Nevrokoff, per parte di una banda bulgara, composta di una trentina di uomini.

Il colonnello Elliot è rimasto ferito ad una gamba.

Su questi inconvenienti, che si rinnovano con troppa frequenza, il *Daily Telegraph* ha da Costantinopoli che la Sublime Porta ha impartito ai governatori dei vari distretti della Macedonia nuovi ordini di eseguire la distruzione delle bande.

La Porta ritiene che ogni riforma sia impossibile se non si pone prima termine alle scorrerie delle bande greche e si augura che le Potenze europee vogliano adoperare la loro influenza presso il Governo di Atene per fargli comprendere che non sono disposte a tollerare più oltre gli intrighi della Grecia contro la riorganizzazione della Macedonia.

*
* *

Telegrafano da Belgrado che il principe ereditario Giorgio di Serbia è partito da Belgrado per la Svizzera. Si recherà quindi in Francia, ove soggiornerà qualche tempo. È accompagnato da due ufficiali di ordinanza. Viaggia in mezzo incognito, ciocchè gli permetterà fare alcune visite ufficiali. Si dà molta importanza a tale viaggio che si considera come un preludio dei viaggi di Re Pietro all'estero. Il principe Giorgio fu già in Francia l'anno scorso per completare gli studi militari, visitando i campi delle battaglie del primo Impero e del 1870.

*
* *

Sul massacro di Casablanca si hanno mano mano più precisi particolari. Sino a ieri sono stati ritrovati otto cadaveri di persone uccise. L'intera colonia francese ha potuto imbarcarsi tranne le seguenti persone che sono rimaste al Consolato francese di Casablanca: Fournier, agente della compagnia marocchina, Guinard, direttore dell'agenzia della Banca di Stato, Merlin e Souffron, impiegati della Banca stessa, Zafoury, interprete del Consolato, ed un israelita algerino impiegato alla Banca di Stato.

Secondo informazioni ufficiali, non è certo che anche due spagnuoli siano rimasti vittime del massacro. In ogni modo da Madrid si annunzia la partenza di una nave da guerra per il Marocco.

Un telegramma da Tangeri assicura essere arrivato ieri a Casablanca l'incrociatore francese *Galilée*, per accogliere a bordo tutti gli stranieri che ne esprimeranno il desiderio.

Si faciliterà il loro imbarco a bordo delle navi mercantili che si trovano attualmente ancorate nel porto. A titolo di precauzione, il *Forbin*, che è ancorato alle Azorre, ha ricevuto pure l'ordine di recarsi nelle acque marocchine. Per un caso di bisogno due altre navi da guerra si tengono pronte a lasciare Tolone per recarsi al Marocco. Appena arrivato a Casablanca, il comandante del *Galilée* si è recato col console di Francia dal governatore e gli ha dichiarato che la sua testa risponde della sicurezza degli stranieri.

Il ministro di Francia ha ricevuto le condoglianze di tutti i ministri ed incaricati d'affari esteri per i massacri avvenuti a Casablanca.

Il vapore *Gissel Musa*, partito ieri a mezzogiorno da Casablanca, è giunto a Tangeri con una quarantina di profughi, i quali sono riusciti ad imbarcarsi durante la notte, malgrado il divieto del pascià che aveva fatto chiudere le porte della città.

I profughi narrano che nessun nuovo attentato era stato commesso fino al momento della loro partenza.

Mandano da Berlino che l'incaricato di affari di Francia si è recato stasera al Ministero degli esteri per informare il Governo tedesco, a nome di quello francese, sulle perdite subite dagli europei a Casablanca e sui provvedimenti che il Governo francese intende prendere in seguito alla situazione degli europei in quella città.

NOTIZIE VARIE

ITALIA.

S. M. la Regina Elena, le LL. AA. RR. il Pincipe di Piemonte e le Principesse Jolanda e Mafalda, hanno stamane lasciato il Castello di Racconigi, diretti a Sant'Anna di Valdieri, dove, nella giornata, vennero raggiunti da S. M. il Re.

S. A. R. il Duca degli Abruzzi, attualmente a Cadice, ha fatto, ieri, una escursione a Xeres e a Siviglia.

S. E. Giolitti. — S. E. il presidente del Consiglio è partito iersera, alle 20.40, per Torino e Bardonecchia. Trovavansi a salutarlo alla stazione i ministri e sottosegretari di Stato presenti in Roma, parecchi senatori e deputati, il prefetto e vari alti funzionari del Ministero dell'interno.

Accompagnava S. E. Giolitti il comm. Giulio Rossi, suo segretario particolare.

S. E. Gianturco a Livorno. — Ieri, ricevuto alla stazione dalle autorità locali, dai deputati Orlando e Cassuto, dal senatore Di Larderel, ecc., S. E. il ministro dei lavori pubblici giunse a Livorno.

Dopo avere assistito ad un ricevimento nel palazzo della prefettura, S. E. Gianturco, sempre accompagnato dalle autorità, si recò, in automobile, a visitare i lavori della costruenda ferrovia Livorno-Vada.

Dopo aver visitato lo stabilimento delle acque della Salute, si recò al Grand Hôtel a prendere parte alla colazione offertagli dal prefetto Panizzardi.

Allo *champagne* il prefetto ringraziò il ministro della sua visita, dicendosi interprete dei sentimenti di gratitudine dei livornesi per l'opera da lui compiuta a favore del problema ferroviario e portuale livornese.

A nome della cittadinanza parlò quindi il commissario prefettizio, Tosi, unendosi nei ringraziamenti espressi dal prefetto verso il ministro.

Parlarono poscia gli onorevoli Cassuto ed Orlando, il presidente della Deputazione provinciale, avv. Galeotti, e il presidente della Camera di commercio, Tordisson.

A tutti rispose S. E. il ministro Gianturco dicendosi lieto di trovarsi in quella nobile città. Quindi proseguì dicendo che favorendo i lavori del porto di Livorno intese favorire il porto più importante della Toscana. Rilevò l'appoggio dato dal presidente del Consiglio, on. Giolitti, alla risoluzione della questione del porto stesso e terminò alzando il calice al Re d'Italia.

Dopo il banchetto, S. E. il ministro, accompagnato dalle autorità, si recò al cantiere Orlando, dove visitò le navi in costruzione *Amalfi* e *Pisa*, l'ultima delle quali è prossima ad essere varata.

Il ministro espresse la sua soddisfazione per la potenzialità dei lavori che si compiono nell'arsenale.

Dopo la visita del cantiere, S. E. Gianturco prese imbarco, insieme a coloro che lo seguivano, su alcuni rimorchiatori posti a sua disposizione per la visita del porto.

Iersera, ossequiato alla stazione dalle autorità, S. E. partiva per Lucca.

Stamane, S. E. Gianturco ripartì, in automobile, per l'Abetone.

Società geografica italiana. — Da alcuni anni la Società geografica italiana ha intrapreso, coll'appoggio del Governo e delle autorità provinciali e comunali, una minuziosa inchiesta sulla franosità dei terreni nel territorio del Regno.

Essa pubblica ora il 1° volume dei risultati, raccolti, ordinati e analizzati dal dott. Roberto Almagià, che ne ebbe l'incarico dalla presidenza.

Questo 1° volume, di circa 400 pagine, con una grande Carta eseguita dall'Istituto geografico militare, riguarda l'Appennino settentrionale e parte del centrale. L'opera, condotta con metodo rigorosamente scientifico, riescirà anche di grande utilità pratica nei riguardi dell'agricoltura, dello studio di strade, canali ed altre opere, nelle quali è necessario accertare bene le condizioni statiche del terreno.

La pesca del tonno in Italia. — Nell'ultima campagna di pesca 1905-906 per la pesca del tonno furono poste in esercizio 49 tonnare ed il prodotto raggiunse 81,597 quintali per un valore di L. 3,480,928.

Tali risultati sono sensibilmente superiori a quelli dell'anno precedente, il prodotto essendo maggiore di quintali 26,256 per L. 722,827.

Fra le tonnare calate, quelle che dettero un maggiore prodotto furono le cinque seguenti: Favignana quintali 16,382, Formica quintali 7837, Isola Piana (Carloforte) quintali 7209, Bonazia (Monte San Giuliano) quintali 6124, Portoscuso quintali 6093.

Movimento commerciale. — L'altro ieri furono caricati a Genova 1209 carri, di cui 579 di carbone pel commercio; a Venezia 318 di cui 77 di carbone pel commercio; e a Savona 279, di cui 172 di carbone pel commercio.

Nelle riviste. — Il fascicolo VII della pregiata *Rivista Verde*, diretta dal collega Carlo Monticelli, contiene interessanti articoli di competenti penne, fra i quali uno di David Lubin sulla organizzazione dell'Istituto internazionale d'agricoltura. L'elegante ed utile *Rivista*, della quale è programma la popolarizzazione della splendida idea che S. M. il Re d'Italia ha, con intelligente munificenza, lanciato nel mondo civile, si occupa pure con competenza e validità d'argomenti delle controversie giudiziarie sul palazzo dell'Istituto a villa Umberto.

Marina mercantile. — Da Aden ha proseguito per Bombay il *R. Rubattino*, della N. G. I., e da Singapore per Hong Kong il *Levanzo*, della stessa Società. Da New York è partito per Napoli il *Nord-America*, della Veloce.

ESTERO.

Il commercio di Creta. — Il vice console inglese a La Canea manda al *Foreign Office* un rapporto sul commercio di Creta durante i primi sei mesi del 1906.

Durante tale periodo il commercio cretese raddoppiò quasi in confronto del corrispondente periodo del 1905.

Ciò si dovette principalmente:

1° al raccolto straordinariamente buono delle olive;

2° al cattivo raccolto del grano, che rese necessaria una larga importazione;

3° all'aumento nell'importazione dei tessuti.

Le esportazioni, durante i sei mesi presi in esame, ammontarono a sterline 337,058, mentre le importazioni salirono alla cifra di 356,249 sterline.

L'Inghilterra concorre in tali somme con 29,155 sterline all'importazione e 14,882 all'esportazione; ma tale commercio è in continua diminuzione, in seguito alla grande concorrenza che fanno, specie in riguardo ai tessuti di cotone, gli italiani e gli austriaci, i quali dispongono pure di regolari comunicazioni marittime.

Inoltre essi accordano alle Ditte cretesi termini di credito varianti fra i tre ed i sei mesi.

TELEGRAMMI

(Agenzia Stefani)

TANGERI, 1. — Secondo le notizie portate da un vapore tedesco, gli stranieri addetti ai lavori del porto di Casablanca sarebbero stati attaccati ieri dagli arabi. Sarebbero rimasti crudelmente uccisi sei francesi, tre spagnuoli ed un italiano.

Mentre il vapore partiva gli arabi continuavano l'attacco contro la città e minacciavano di entrarvi.

Anche a Rabat si temono disordini.

CADICE, 1. — Il duca degli Abruzzi è giunto a bordo dell'incrociatore italiano *Varese* ed è stato salutato dalle autorità.

SWINEMUNDE, 1. — È giunto l'Imperatore Guglielmo.

LONDRA, 1. — Telegrafano da Tangeri al *Daily Mail* in data di ieri:

Raisuli ricusa di trattare col Sultano. Egli vuole che l'Inghilterra costringa immediatamente il Maghzen a richiamare la mahalla comandata da Beuchta-Bagdadi e s'impegni a fargli avere il governo delle tribù del Nord.

Nel caso che queste sue domande non fossero soddisfatte egli ucciderà Mac Lean.

SEOUL, 1. — È stata pubblicata un'ordinanza che congeda le truppe coreane.

CARLSBAD, 1. — Il presidente del Consiglio francese, Clémenceau, è giunto per sottoporsi alla cura.

TANGERI, 1. — Continua l'incertezza circa il numero e la nazionalità degli uccisi a Casablanca.

Non è finora accertato che tra questi figuri anche un italiano.

PIETROBURGO, 1. — Il principe Borghese è giunto in automobile a Tsarkoje Selo alle ore 2 pom. ed è stato salutato dall'ambasciatore d'Italia e dai membri della colonia italiana Trenta automobili si trovavano ad attenderlo.

Il principe Borghese ha proseguito per Pietroburgo, ove è giunto alle ore 4 pom.

Stasera vi sarà un banchetto in suo onore.

La Società automobilistica gli ha offerto una medaglia d'oro.

L'*Automobile Club* gli ha offerto la riproduzione in oro di un accessorio automobilistico.

Il principe Borghese riparte domani mattina alle 4 per Pskow, Dwinsk e Gorgolowo.

VIENNA, 1. — Il *Fremdenblatt* afferma che il Re d'Inghilterra, che si reca a Marienbad, arriverà il 15 corr. ad Ischl per fare visita all'Imperatore Francesco Giuseppe.

Il Re Edoardo resterà ad Ischl un giorno. Il sottosegretario di Stato, Hardinge, lo accompagnerà.

BERLINO, 1. — Il cancelliere dell'Impero, principe di Bülow, è partito per Swinemünde.

PARIGI, 1. — In conformità alla decisione del Governo francese, il residente superiore francese dell'Annam ha fatto procedere il 30 luglio all'internamento del Re Than-Thai nel suo palazzo ed alla costituzione di un Consiglio dirigente, composto del Consiglio dei ministri sotto la presidenza del ministro della giustizia.

Il Consiglio dirigente è entrato immediatamente in funzione sotto il controllo del residente.

Non è avvenuto alcun incidente.

L'AJA, 1. — Il vice ammiraglio Wentolt, comandante la divisione navale dell'Helder, è nominato ministro della marina in sostituzione di Cohen-Stuart.

MOSCA, 1. — Nei disordini di ieri a Lodz vi sono stati trenta morti e feriti. I disordini sono ricominciati oggi.

PARIGI, 1. — Il ministro degli esteri, Pichon, è tornato nel pomeriggio a Parigi.

CRONSTANDT, 1. — Lo *yacht Alexandra* che aveva a bordo lo Czar e la Czarina è giunto stamane alle 10.

Lo Czar è salito a bordo dello *yacht Standard.*

Lo *yacht Alexandra* colla Czarina tornerà oggi a Peterhof.

Lo *Standard* ha innalzato la bandiera imperiale. Esso è scortato da alcune torpediniere.

COSTANTINOPOLI, 1. — I giornali turchi pubblicano un *iradè* imperiale che si prefigge di riordinare completamente le finanze dell'Impero.

Una Commissione suprema residente ad Yildiz-Kiosk esaminerà tutte le entrate e tutte le spese. Dovrà d'ora innanzi essere assicurato il pareggio del bilancio. I valì sono invitati a spedire alla cassa centrale tutte le riscossioni.

Tutti i funzionari che non adempiranno ai loro doveri verranno esonerati dalle loro funzioni.

BRUXELLES, 1. — Il Congresso di diritto internazionale marittimo si riunirà a Venezia il 25 settembre per discutere uno schema di progetto di trattato sulla limitazione della responsabilità dei proprietari delle navi sulle ipoteche e privilegi marittimi e sui conflitti delle leggi in materia di noli.

Tutte le associazioni nazionali affiliate e parecchi Governi si faranno rappresentare a questo Congresso.

LONDRA, 1. — *Camera dei comuni.* — Parker e Bart richiamano l'attenzione del Governo sulla situazione nello Stato libero del Congo.

Bart esprime il convincimento che il *Foreign Office* continuerà a fare rimostranze al Governo belga sul modo con cui si propone di fare l'annessione.

Poscia Lax chiede al ministro degli esteri spiegazioni circa i motivi che lo hanno indotto a denunciare la convenzione sugli zuccheri.

King solleva la questione del disarmo compromessa dalla Conferenza dell'Aja. Chiede al ministro degli esteri che faccia dichiarazioni atte a rassicurare l'opinione pubblica.

Rispondendo ad un'interrogazione sull'invio di truppe a Belfast, Birrel dice che di fronte all'attitudine di una parte della polizia le circostanze esigevano un'azione pronta e decisiva. Malgrado il rinforzo di truppe inviato non si può dire che Belfast si trovi virtualmente sotto il regime della legge marziale. I provvedimenti furono presi dietro richiesta delle autorità civili. Tutto fa credere che lo sciopero volga al fine.

Si passa quindi a discutere il bilancio degli esteri.

Il ministro degli affari esteri, sir E. Grey rispondendo alle analoghe interrogazioni, dichiara:

Non posso dire quale soluzione può eventualmente esser data alle proposte fatte alla Conferenza dell'Aja e non posso fare dichiarazioni a questo riguardo. Dopo tutti i commenti che sono stati fatti intorno alla proposta inglese pel disarmo, noi non siamo propensi a sostenere alla Conferenza una proposta che potrebbe trasformare una Conferenza unita in una Conferenza divisa.

Sir E. Grey dichiara poi che il Governo è preparato ad appoggiare l'idea di trasformare il tribunale dell'Aja in un tribunale permanente.

Trattando della questione egiziana, l'oratore dichiara che la creazione prematura di un Governo autonomo non sarebbe di vantaggio alle classi povere.

Se la sorveglianza e il controllo cessassero si aprirebbe nuovamente la porta alla corruzione, all'oppressione e all'ingiustizia che erano la sola forma di governo egiziano, prima dell'occupazione inglese. Non sono però avverso all'idea di Governo autonomo e noi non dobbiamo intralciarne la realizzazione.

Circa il Congo il ministro crede che il Belgio assumerà l'obbligo di portare un rimedio al presente stato di cose.

Sir E. Grey riconosce che l'onore dell'Inghilterra è impegnato in Macedonia, ma questo onore è salvo, perchè non si potrebbe citare alcuna nazione che abbia presa una parte più attiva dell'Inghilterra alla questione delle riforme.

Continueremo, dice il ministro, a fare tutto il possibile e ad usare la nostra influenza sugli altri paesi per ottenere nuove riforme. La rapidità con la quale noi agiremo sarà determinata dall'attitudine delle potenze che costituiscono il concerto europeo ».

Circa l'accordo con la Russia, Grey dice che lo scopo dell'Inghilterra è quello di eliminare il più che sia possibile ogni causa di disputa e questo scopo può essere ricercato senza occuparsi degli affari interni del paese. L'aumento dell'amicizia anglo-russa dipenderà dalla opinione pubblica dei due paesi e dal *Foreign Office.*

Continuando, Grey, dice: È naturale che il popolo pensi che se le diverse nazioni sono in grado di discutere insieme la questione della limitazione degli armamenti, dovrebbe essere possibile fare qualche cosa per alleggerire il fardello che pesa sopra di esse. L'oratore dice che la parte onorevole e preponderante assunta dal delegato tedesco giustifica l'attitudine dei suoi colleghi inglesi. Essi sono stati i primi a sostenere la dottrina emessa dagli Stati Uniti.

Quanto all'arbitrato vi furono divergenze di opinione, ma un

trattato generale per l'arbitrato deve, per essere efficace, essere sottoposto ad un'esame di critica approfondita.

L'AJA, 1. — La seconda Sottocommissione della terza Commissione della Conferenza si è riunita nel pomeriggio sotto la presidenza del conte Tornielli ed ha esaminato il regime a cui devono essere sottoposti i belligeranti nei porti neutri.

Dopo breve discussione, le proposte presentate dall'Inghilterra, dal Giappone, dalla Russia, dalla Spagna, dal Portogallo e dal Brasile sono state rinviate al Comitato d'esame.

La seduta è stata indi tolta.

WASHINGTON, 1. — Un dispaccio giunto al dipartimento di Stato dal console generale di Seoul dice che quaranta coreani sono rimasti uccisi o feriti oggi in un conflitto coi giapponesi, provocato dal disarmo delle truppe coreane.

Le perdite dei giapponesi sono state leggere.

LISBONA, 1. — Hintze Ribeiro, ex-presidente del Consiglio e capo del partito conservatore, è morto improvvisamente al cimitero mentre seguiva il convoglio funebre del conte Cassa Ribeiro, pari del Regno.

PARIGI, 2. — Il *Journal* ha da Tangeri che la sollevazione della popolazione di Casablanca è chiaramente diretta contro i francesi.

Al mattino del 31 luglio, nel momento in cui i francesi stavano per imbarcarsi sul *Demetria*, il Pascià della città fu cacciato dalla Kasbah dagli uomini della tribù degli Ouled-Idri, che si impossessarono della città.

TANGERI, 2. — Lettere da Casablanca dicono che quasi tutti i francesi *fuggirono imbarcandosi* sopra un vapore inglese.

Avendo il pascià ricusato di farli partire, un caid dei dintorni li ha protetti con i suoi uomini e, mercè l'intervento di lui, essi hanno potuto raggiungere le imbarcazioni.

Il console francese è rimasto con una quindicina di connazionali nel Consolato.

Le altre colonie europee restano a Casablanca. La situazione è sempre grave.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

del R. Osservatorio del Collegio Romano

del 1° agosto 1907

Il barometro è ridotto allo zero	0°
L'altezza della stazione è di metri	50.60.
Barometro a mezzodì	755 96.
Umidità relativa a mezzodì	35
Vento a mezzodì	W.
Stato del cielo a mezzodì	sereno.
Termometro centigrado	massimo 29 3.
	minimo 17.0.
Pioggia in 24 ore	—

1° agosto 1907.

In Europa: pressione massima intorno a 764 al nord-ovest della Francia; minima di 745 al centro della Svezia.

In Italia nelle 24 ore: barometro aumentato ovunque, fino a 5 mm. in Lombardia; temperatura aumentata all'estremo sud ed in Sicilia, generalmente diminuita altrove; venti forti in prevalenza settentrionali; cielo nuvoloso con pioggia e qualche temporale nell'Emilia e nelle Marche, sereno o nebbioso nelle altre regioni, alto Adriatico agitato.

Barometro: 760 sulla catena alpina e Sardegna, livellato intorno a 759 altrove.

Probabilità: cielo vario sull'alta Italia, sereno altrove, venti deboli o moderati da settentrione e da ponente.

BOLLETTINO METEORICO

dell'Ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica

Roma, 1° agosto 1907.

STAZIONI	STATO del cielo ore 7	STATO del mare ore 7	TEMPERATURA precedente Massima nelle 24 ore	Minima
Porto Maurizio	sereno	legg. mosso	28 8	22 5
Genova	1/4 coperto	calmo	26 8	20 6
Spezia	1/2 coperto	legg. mosso	28 0	19 2
Cuneo	3/4 coperto	—	26 8	15 5
Torino	1/2 coperto	—	26 7	13 5
Alessandria	3/4 coperto	—	30 5	17 0
Novara	1/2 coperto	—	30 5	18 0
Domodossola	1/4 coperto	—	27 9	9 8
Pavia	3/4 coperto	—	30 8	15 6
Milano	1/2 coperto	—	30 6	19 2
Como	—	—	—	—
Sondrio	sereno	—	27 0	14 3
Bergamo	1/2 coperto	—	27 0	17 9
Brescia	—	—	—	—
Cremona	1/4 coperto	—	30 6	18 3
Mantova	1/2 coperto	—	32 0	19 9
Verona	sereno	—	28 8	20 8
Belluno	piovoso	—	22 4	15 4
Udine	sereno	—	24 4	17 6
Treviso	1/4 coperto	—	25 5	17 8
Venezia	1/2 coperto	mosso	26 4	19 4
Padova	3/4 coperto	—	25 4	17 2
Rovigo	coperto	—	26 0	16 2
Piacenza	3/4 coperto	—	28 7	18 0
Parma	coperto	—	29 8	18 4
Reggio Emilia	coperto	—	28 5	21 0
Modena	coperto	—	27 6	18 4
Ferrara	3/4 coperto	—	26 3	16 4
Bologna	3/4 coperto	—	25 2	18 7
Ravenna	sereno	—	27 5	17 8
Forlì	coperto	—	32 6	24 0
Pesaro	sereno	calmo	31 0	18 8
Ancona	1/4 coperto	mosso	32 0	22 0
Urbino	sereno	—	28 4	17 2
Macerata	3/4 coperto	—	31 8	18 4
Ascoli Piceno	sereno	—	32 0	20 8
Perugia	sereno	—	29 8	17 5
Camerino	nebbioso	—	28 7	16 1
Lucca	sereno	—	27 4	16 3
Pisa	sereno	—	26 2	15 8
Livorno	sereno	legg. mosso	26 0	19 0
Firenze	sereno	—	28 9	17 0
Arezzo	sereno	—	30 2	16 4
Siena	sereno	—	28 1	16 9
Grosseto	—	—	—	—
Roma	sereno	—	29 2	17 0
Teramo	sereno	—	32 0	18 0
Chieti	sereno	—	33 6	20 0
Aquila	sereno	—	25 9	14 7
Agnone	sereno	—	27 2	15 2
Foggia	sereno	—	32 7	21 0
Bari	sereno	legg. mosso	32 0	22 0
Lecce	sereno	—	33 9	21 4
Caserta	sereno	—	30 8	[illegible]
Napoli	sereno	calmo	[illegible]	[illegible]
Benevento	sereno		[illegible]	19 6
Avellino	sereno	—	30 0	16 1
Caggiano	sereno	—	26 2	10 8
Potenza	sereno	—	26 4	15 4
Cosenza	sereno	—	25 0	15 4
Tiriolo	sereno	—	32 6	19 2
Reggio Calabria	sereno	—	22 5	17 5
Trapani	sereno	legg. mosso	31 0	22 0
Palermo	1/4 coperto	legg. mosso	29 3	22 5
Porto Empedocle	sereno	calmo	31 2	17 0
Caltanissetta	sereno	calmo	27 0	21 0
Messina	sereno	—	33 0	23 0
Catania	sereno	calmo	30 4	23 1
Siracusa	sereno	calmo	31 9	22 4
Cagliari	sereno	calmo	31 6	22 4
Sassari	sereno	legg. mosso	31 4	18 0
	sereno	—	25 2	16 8